

Initiatives ministérielles

Cette décision est politique; elle vise à montrer notre solidarité et à accroître notre prestige au sein de l'OTAN, ni plus, ni moins.

Que dire des soldats? Avant d'approuver l'envoi de troupes canadiennes en Bosnie, je voudrais obtenir d'autres garanties, être plus certain que nous avons pris toutes les mesures possibles pour assurer leur sécurité. Bien sûr, ce sont des soldats et ils sacrifieraient volontiers leur vie pour défendre le Canada, mais on ne doit pas leur demander de le faire pour un caprice politique.

Il me reste quelques questions auxquelles le premier ministre et son personnel de la Défense n'ont pas répondu.

Le mandat du Canada est-il bien défini? L'OTAN veut stabiliser la situation en 12 mois puis se retirer de la région. Cependant, le premier ministre a affirmé que nous devrions être prêts à demeurer là-bas pendant plus longtemps. Cela est tout à fait inacceptable. Si nous participons à l'intervention, nous devons le faire pour une période déterminée; par la suite, nous évaluons la situation et en débattons à nouveau. Tous les faits devraient être révélés au public canadien, car c'est à lui que l'armée appartient, pas au parti politique au pouvoir. Ce sont de ses fils et de ses filles dont nous parlons. Si nous n'avons pas un calendrier de retrait, comment saurons-nous que nous avons atteint nos objectifs? Le Canada doit établir ses propres critères de participation et non pas utiliser seulement ceux de l'OTAN.

Est-ce que le premier ministre est prêt à s'engager à procéder à un réexamen politique et militaire complet après 10 mois, de sorte que nos troupes sachent ce que nous attendons d'elles d'ici la fin de l'année? L'incertitude ne fera qu'exacerber les problèmes de moral. Au cours des trois dernières années, le gouvernement a prolongé unilatéralement notre engagement, sans écouter le Parlement et sans consulter la population canadienne. Ne recommençons pas.

Est-ce que le premier ministre peut nous garantir que nos soldats seront mieux équipés que la dernière fois que nous les avons envoyés en Bosnie? Ce sont les militaires les mieux formés dans le monde, mais il y a une limite à l'improvisation. Si nous les renvoyons dans une zone de conflit potentiel, ils méritent le meilleur équipement que nous puissions nous permettre. Avec les compressions de budget qu'il y a eu au ministère de la Défense et les transports de troupes périmés que nous avons, est-ce réaliste?

Est-ce que le premier ministre peut nous garantir que les soldats canadiens seront placés sous commandement canadien? Personne ne semble connaître la réponse à cette question. Nous ne pouvons pas nous permettre un autre Gallipoli ou un autre Dieppe. Cela devrait être une condition préalable à notre participation.

Les troupes canadiennes de maintien de la paix sont formées pour dissiper les malentendus avant qu'ils ne deviennent des conflits ouverts. Je crains que l'on ne puisse dire la même chose de toutes celles qui appartiendront à cette force d'occupation de 60 000 personnes. Si des troupes de maintien de la paix sans expérience se mettent les civils à dos, n'y aura-t-il pas un risque accru pour nos soldats?

Le secrétaire parlementaire demandait qu'on lui fasse des recommandations. J'en ai une. Il disait que l'aide aux réfugiés et l'aide humanitaire étaient une priorité secondaire. Je pense que pour le Canada cela devrait être la grande priorité. Je pense que nous devrions nous concentrer sur notre participation à l'aide technique, logistique et humanitaire. Oui, nous avons des enga-

gements vis-à-vis nos alliés de l'OTAN, mais nous avons une obligation morale encore plus grande à l'égard de nos troupes.

M. Bill Graham (Rosedale, Lib.): Madame la Présidente, je voudrais féliciter le député de Prince George—Peace River pour avoir dit au commencement de son discours qu'il nous fallait trouver un juste équilibre entre le besoin de sécurité de nos troupes et le but à atteindre. Je suis déçu de ce qu'il se soit empressé par la suite de tenir des propos bassement politiques, laissant entendre par là que ce n'étaient que futilités et lubies de politiciens. Ne convient-il pas que la situation a changé? N'admettra-t-il pas qu'une occasion extraordinaire s'offre à nous?

• (2015)

Il y a trois mois, ce théâtre offrait la possibilité d'une guerre qui s'étendait au-delà des frontières, de centaines de milliers de personnes déplacées, de milliers de personnes, y compris des femmes et des enfants, sur le point de perdre la vie et face à un hiver terrible qui approchait, sans succès en vue. Soudain, voilà que se dessinent des perspectives de paix qui peuvent se réaliser si la communauté internationale est au rendez-vous pour séparer les belligérents, si toutes les parties mettent l'épaulée à la roue. Cela mérite sûrement qu'on coure des risques. Cela mérite qu'on participe à cet effort. En quoi est-ce une lubie? En quoi est-ce un geste de folie irresponsable de vouloir que cela se produise?

M. Clinton se montre-t-il fantasque et insensé quand il engage 20 000 soldats américains dans cette entreprise? Les Britanniques et les Français qui en font autant sont-ils tous une bande d'imbéciles? Pourquoi reprocher tout à coup aux gens de n'être mûs que par la vanité, au lieu de les voir comme des gens qui reconnaissent que l'on a une responsabilité vis-à-vis du maintien de la paix dans le monde, vis-à-vis de l'aide humanitaire à laquelle participe ce pays depuis des générations? Soulever ces objections et accuser les gens de vouloir engager des troupes par pure vanité, voilà qui m'apparaît non seulement comme une attitude irresponsable, mais comme pure folie. C'est du vent, rien que du vent.

M. Hill (Prince George—Peace River): Madame la Présidente, je vais laisser aux téléspectateurs qui sont chez eux à nous regarder ce soir le soin de décider qui est plein de vent, après cette scène que vient de faire le député.

À mon avis, c'est fantasque de la part de notre gouvernement. M. Clinton ne l'est certainement pas. Il envoie ses soldats là-bas avec le meilleur matériel au monde. Qu'envoyons-nous avec nos soldats?

De ce côté-ci de la Chambre, nous soulevons ces préoccupations depuis deux ans. Le Parti réformiste a soulevé des questions à maintes reprises au sujet de l'insuffisance du matériel de nos soldats. Nous posons les mêmes questions aujourd'hui. On vient de poser cette question au député, et il a éludé la réponse encore une fois. Nous posons des questions parce que nous sommes préoccupés par la sécurité de nos soldats et nous obtenons des réponses absolument insensées. J'en ai marre.